



2024

# Rapport Annuel

FONDATION PEACENEXUS

Fondation PeaceNexus  
Route de Lausanne 107  
1197 Prangins, Switzerland

---

+41 22 365 1500  
info@peacenexus.org  
www.peacenexus.org

---

## AVANT-PROPOS UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DE PEACENEXUS

---



Si l'on se penche sur l'année écoulée, il est facile de se sentir dépassé par la vitesse à laquelle le droit international, les normes et les institutions de collaboration collective ont été déstabilisés. L'escalade des tensions géopolitiques est aujourd'hui aggravée par la rupture des alliances, ce qui donne à chacun le sentiment d'être moins en sécurité. Les coupures sévères dans l'aide étrangère affectent aussi bien les organisations internationales que locales, y compris de nombreux partenaires de PeaceNexus, et risquent d'accroître la vulnérabilité et l'instabilité à l'échelle mondiale.

Malgré ces tendances, je ne désespère pas. En effet, dans le cadre de mon engagement avec PeaceNexus en 2024, j'ai vu des réponses adaptatives aux changements politiques internationaux et locaux qui ont défié les attentes. Par exemple, lors de ma visite en Asie centrale, j'ai constaté que les changements géopolitiques se traduisaient par une amélioration de la coopération régionale. Et malgré les efforts des gouvernements pour accroître leur contrôle sur la société civile, j'ai également été témoin d'un dialogue dynamique et ouvert entre la société civile, les gouvernements et les groupes d'entreprises travaillant sur la protection de l'environnement, la croissance verte, l'autonomisation des femmes et la cohésion sociale.

Il est en effet clair pour moi qu'une société civile forte est essentielle à la cohésion sociale et à la stabilité, tant au sein des sociétés qu'entre elles. Je le constate à travers le rôle joué par les partenaires de PeaceNexus. Au Sahel et en Afrique de l'Ouest côtière, leur collaboration entre communautés et organisations contribue chaque jour à prévenir l'escalade des conflits. Au Myanmar, les organisations de la société civile continuent à fournir des services essentiels, à renforcer la gouvernance locale et à préparer la future transition vers un régime démocratique. Dans les Balkans occidentaux, nos partenaires encouragent courageusement la collaboration intercommunautaire malgré un contexte ethno-nationaliste de plus en plus hostile. Pourtant, ces efforts visant à renforcer la confiance sociale et la résilience sont souvent invisibles pour les personnes extérieures et rarement reconnus au niveau international.

Il est donc particulièrement gratifiant que cinq de nos partenaires aient été nominés pour le prix Nobel de la paix 2025. Quatre d'entre eux font partie du Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) qui a contribué à défendre la constitution et à assurer un transfert pacifique du pouvoir au Sénégal en 2024. La cinquième, le Kosovo Rehabilitation Center for Torture Victims (KRCT), a été nominée pour son soutien aux survivants de la torture et des violences sexuelles. À une époque où la démocratie et les droits de l'homme sont de plus en plus menacés, leurs réalisations sont un rappel inspirant du pouvoir d'une société civile engagée et organisée.

Tout en saluant le leadership et les réalisations de nos partenaires, je reconnais que cette année sera exceptionnellement difficile pour beaucoup, et nécessitera des adaptations organisationnelles courageuses. Par solidarité, nous restons déterminés à les aider à traverser cette période d'incertitude.

Je vous souhaite une bonne lecture.

*Thomas Greminger  
Ambassadeur, Directeur Exécutif du  
Geneva Centre for Security Policy*

# TABLE DE MATIÈRES

## Actualité de l'organisation

---

Notre mission et nos services	5
Notre année en chiffres	6
Notre stratégie 2025-27	7
Notre équipe	8
Notre conseil de fondation	11

## Programme Internationaux

---

Développement organisationnel	13
Sensibilité aux conflits	16
Engagement avec le secteur privé	19

## Programmes Régionaux

---

Asie Centrale	23
Afrique de l'Ouest	26
Asie du Sud-Est	29
Balkans occidentaux	32

## Dépenses et investissements liés à notre mission

---

Dépenses totales	36
Investissements liés à notre mission	37



# ACTUALITÉ DE L'ORGANISATION

# 2024 EN REVUE: NOS PRODUITS ET SERVICES

## Nos services

Nous multiplions l'impact de nos partenaires sur la construction de la paix à travers trois domaines de soutien: le développement organisationnel pour les champions de la construction de la paix, le développement des capacités dans la sensibilité aux conflits, et l'engagement avec le secteur privé pour développer des solutions inclusives aux défis locaux de la construction de la paix.

### Développement organisationnel

Notre offre de services en matière de développement organisationnel a pour objectif de permettre aux organisations qui placent la consolidation de la paix au cœur de leur mission de devenir plus efficaces et d'avoir un impact plus important, qu'il s'agisse d'un acteur multilatéral, gouvernemental ou de la société civile.

### Sensibilité aux conflits

Nous aidons la société civile, les institutions gouvernementales et les entreprises ayant un impact important dans les contextes fragiles et touchés par des conflits à améliorer leurs pratiques, afin que leurs actions n'alimentent pas la violence et contribuent à un changement pacifique lorsque c'est possible.

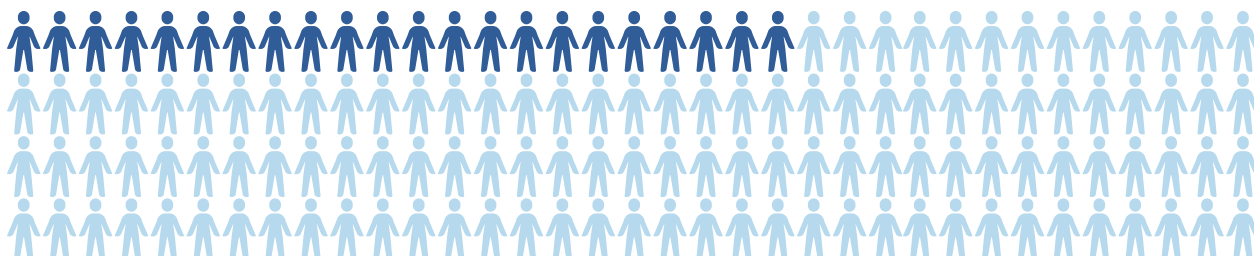
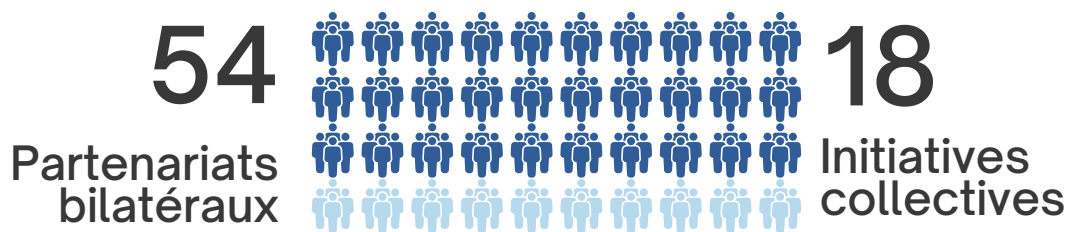
### Engagement avec le secteur privé

Nous offrons un soutien au dialogue aux communautés touchées et aux organisations de la société civile, aux entreprises et aux gouvernements locaux. En renforçant la qualité du processus de dialogue et la capacité des participants impliqués, nous créons les conditions nécessaires pour qu'ils élaborent ensemble des solutions durables.



2024 EN REVUE:  
NOTRE ANNÉE EN CHIFFRES

---



22 employés et 147 consultants

---



Dépenses totales  
4.1 million CHF

## 2024 EN REVUE :

# COLLABORATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE - RÉSILIENCE DANS L'INCERTITUDE

---

Chaque année, nous rendons compte de la manière dont nos partenaires de la société civile réagissent courageusement aux chocs survenus dans leur environnement. Cette année ne fait pas exception : la majorité de notre soutien a visé à accompagner des partenaires dans leur adaptation à une dégradation des dynamiques contextuelles. Nous appuyons également de plus en plus les efforts collectifs. En effet, en 2024, certains exemples remarquables ont démontré comment ces initiatives collaboratives de la société civile ont contribué à renforcer la cohésion sociale, y compris en période de crise.

Le premier exemple est une victoire en faveur de la démocratie au Sénégal. En début 2024, alors que des opposants politiques étaient emprisonnés et que des tentatives de report de l'élection étaient en cours, beaucoup redoutaient des troubles généralisés et des violences. Et pourtant, cela ne s'est pas produit. La coalition de la société civile pour les élections (COSCE) a joué un rôle décisif dans la transition pacifique du pouvoir. Nous sommes fiers que certains de nos partenaires fassent partie de cette coalition et aient contribué à la mobilisation d'un mouvement national de protestation pacifique, tout en participant au dialogue politique autour d'une position commune centrée sur le respect de la Constitution. C'est un exemple fort de la manière dont des réseaux bien établis, portés par des leaders engagés sur des principes, ont su collectivement dépasser les clivages politiques et exercer une influence stabilisatrice en pleine crise nationale.

Un deuxième exemple de collaboration de la société civile est celui des organisations qui travaillent dans des contextes fragiles pour protéger les personnes et l'environnement. Il existe aujourd'hui une communauté de pratique de plus en plus importante qui se réunit pour partager l'apprentissage et promouvoir des réponses plus intégrées à la protection de la nature dans les endroits vulnérables et touchés par les conflits. En 2024, cela s'est manifesté par des événements tels que la conférence sur la consolidation de la paix environnementale à La Haye et le sommet de la COP sur la biodiversité à Cali, qui avaient pour thème « la paix avec la nature ». Ces deux événements ont montré comment la protection de la nature, la gestion des ressources naturelles et la cohésion sociale sont interconnectées et ont ouvert la voie à davantage d'innovation et de collaboration en matière de programmation.

Dans d'autres contextes où le rôle de la société civile est limité par les gouvernements ou la montée de l'insécurité, en 2024, les acteurs se sont de plus en plus rassemblés pour nourrir leur résilience personnelle, partager leur expérience et leurs conseils, et favoriser les connexions et la collaboration. En Afrique de l'Ouest, trois "hubs" nationaux et un "Hub Régional pour la Sensibilité aux Conflits" servent cet objectif et ont augmenté le nombre de leurs membres et leur engagement.

De même, au Myanmar, nous avons renforcé le soutien apporté aux représentants de différents groupes pour qu'ils apprennent et élaborent des stratégies ensemble afin d'améliorer la gouvernance locale et la justice réparatrice. En Asie centrale, les acteurs de la société civile ont choisi d'analyser ensemble le contexte et ont créé des coalitions comprenant des entreprises, des gouvernements, des religieux et des acteurs de la société civile pour s'attaquer aux problèmes environnementaux et sociaux prioritaires.

Ces collaborations émergentes de la société civile répondent clairement à un besoin de prise de conscience collective et de soutien mutuel en période d'incertitude et d'insécurité. Nous continuerons à soutenir les initiatives de collaboration dans tous nos programmes, car un écosystème social résilient a besoin à la fois d'organisations fortes et de mécanismes d'apprentissage et de collaboration entre elles.

## 2024 EN REVUE: NOTRE ÉQUIPE

Notre siège à  
Prangins,  
Suisse



**Catriona Gourlay**  
Directrice exécutive



**Mads Frilander**  
Directeur adjoint



**Magali Khéloui**  
Directrice des finances  
et de l'administration



**Carole Frampton de  
Tscherner**  
Responsable du service  
Développement  
Organisationnel



**Héloïse Heyer**  
Responsable du service  
Sensibilité aux conflits



**Kristen Petillon**  
Responsable du service  
Engagement avec le  
secteur privé



**Kristyna Jostova**  
Adjointe aux finances



**Daniela Bosnjak**  
Chargée de programme



**Anina Uhlig**  
Chargée de programme



**Nuno Lopez**  
Gestionnaire des  
infrastructures



**Maya Kasterine**  
Soutien de programme

Nos consultants  
associés  
internationaux



**Luc Lafrenière**  
Associé international



**Frauke de Weijer**  
Associée internationale



**Hesta Groenewald**  
Associée internationale

# 2024 EN REVUE: NOTRE ÉQUIPE

---

## Equipe Asie du Sud-Est



**Carol Sivpey Te**  
Responsable de programme



**Sai Won Latt**  
Chargé de programme



**Kyaw Nyein Thun**  
Consultant associé régional



**Eaint Thiri Thu**  
Consultante associée régionale



**Isla Glaister**  
Consultante associée régionale

## Equipe Afrique de l'Ouest



**Aliou Kebe**  
Responsable de programme



**Aline Brachet**  
Consultante associée régionale



**Magali Nare**  
Consultante associée régionale



**Ousmane Dantata**  
Consultant associé régional

## Equipe Asie Centrale



**Chinara Esengul**  
Responsable de programme



**Nazgul Aksarieva**  
Chargée de programme



**Kanatbek Abdiev**  
Chargé de programme

## 2024 EN REVUE: NOTRE ÉQUIPE

---

### Equipe Asie Centrale



**Akylai Shaidullaeva**  
Chargée de programme



**Aliia Imanalieva**  
Stagiaire



**Zaure Sydykova**  
Consultante associée  
régionale

### Equipe Balkans Occidentaux



**Deborah Reymond**  
Responsable de programme



**Vladica Jovanovic**  
Conseillère en programme



**Besart Lumi**  
Conseiller en programme



**Ajša Hadžibegović**  
Regional Associate

## 2024 EN REVUE: NOTRE CONSEIL DE FONDATION

---

### Notre conseil de fondation 2024



**Thomas Greminger**  
Président



**Dieter von Blarer**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Molly McUsic**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Funmi Olonisakin**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Juan Carlos Sainz  
Borgo**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Tim Radjy**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Evelyne Tauchnitz**  
Membre du Conseil de  
fondation



**Hansjorg Wyss**  
Membre du Conseil de  
fondation

### Fondatrice



**Anne Gloor**  
Membre du Conseil de  
fondation



# NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX

En 2024, nous avons soutenu un total de 20 partenariats internationaux et 9 initiatives collectives. Tous nos partenaires internationaux ont un impact important dans un certain nombre d'États fragiles. Nous considérons que ces partenariats sont essentiels pour améliorer le soutien international aux efforts locaux de consolidation de la paix.

---

# DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Nous soutenons le renforcement organisationnel des acteurs dont la consolidation de la paix est au cœur de leur mandat. Nous facilitons les initiatives collectives qui favorisent l'apprentissage parmi les champions du changement et influencent les donateurs à adopter de nouvelles pratiques qui permettent la construction de la paix au niveau local.

---

## NOS PARTENAIRES EN 2024

### *ONG internationales partenaires*

- Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies (UNPBSO)
- Peace Direct
- Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)
- International Alert
- La coalition des bâtisseurs de paix locaux

### *Partenaires donateurs*

- La Fondation Robert Bosch (5 partenaires)
- La Fondation Somaha (2 partenaires)

### *Initiatives collectives*

- Groupe d'apprentissage entre pairs sur l'intégration du genre dans la construction de la paix
  - Groupe d'apprentissage entre pairs au niveau du conseil de fondation
  - Communauté de pratique en DO de Philea
  - Initiatives d'influence des donateurs de la construction de la paix
- 

## DÉPENSES 2024

**0.42 mil CHF**

## LE CONTEXTE

2024 a vu la poursuite des tendances des années précédentes : une augmentation de la polarisation sociale et politique, y compris des conflits violents dans de multiples contextes, et un déclin du financement de la consolidation de la paix. Alors que ces tendances s'accélérent, les organisations internationales de consolidation de la paix sont forcées de repenser leurs modèles de financement, ainsi que leur rôle et leurs partenariats avec les acteurs locaux. Notre soutien au développement organisationnel aide les ONG internationales à gérer ces changements. En 2024, nous avons étendu ce soutien à cinq ONG locales et deux ONG internationales par le biais de nos collaborations avec les donateurs. De cette manière, d'autres bailleurs de fonds sont en mesure de fournir à leurs partenaires un soutien pour gérer les défis actuels en matière d'adaptation.

## PEACE DIRECT

Peace Direct est connu pour son soutien à l'autonomisation et à la visibilité des artisans de la paix locaux. Il soutient 25 partenaires dans 14 pays. Son approche est basée sur un financement flexible, faisant confiance aux acteurs locaux qui connaissent le mieux leurs besoins et leurs contextes. Peace Direct collabore étroitement avec des partenaires locaux afin d'établir une base de connaissances pour soutenir la construction de la paix au niveau local et adopte une position ferme sur la nécessité de décoloniser le secteur. Peace Direct s'est associée à PeaceNexus pour développer un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) qui rendrait opérationnel son engagement en faveur de la diversité, de l'inclusion, de l'équité, de la coproduction, de la responsabilité multidimensionnelle et de la décolonisation. L'objectif était de passer d'une approche basée sur la conformité à une approche basée sur l'apprentissage afin d'aider les artisans de la paix locaux, les organisations intermédiaires et les bailleurs de fonds à mieux comprendre l'impact des interventions de paix et à en tirer des enseignements. Le cadre décolonial de la MEL et ses principes sous-jacents ont été élaborés en collaboration avec des partenaires locaux. En octobre, six partenaires du programme du Fonds d'action locale de Peace Direct se sont réunis pour discuter de ce qu'ils ont appris jusqu'à présent. Parallèlement, un groupe de référence composé de personnes issues du secteur de la consolidation de la paix a examiné le projet de cadre. Bien que le cadre soit encore en cours d'évolution, ce processus de co-création a déjà montré à quel point l'apprentissage est essentiel à la construction de la paix décoloniale et dirigée localement.

“ Je tiens à remercier à nouveau PeaceNexus pour son soutien flexible et pour avoir compris qu'il s'agit d'un processus de changement itératif et parfois imprévisible, qui peut prendre beaucoup de temps. Cela a été crucial ; d'autres organisations essayant de faire cela avec un financement strict basé sur des projets ont échoué.

Ruby Quantson-Davis, responsable de l'apprentissage et de l'impact,

Peace Direct ”

### Résultats

Grâce à ce travail, le personnel et les partenaires de Peace Direct ont renforcé leurs capacités en matière de MEL et recueillent un plus large éventail de données spécifiques au contexte. Par exemple, un partenaire travaillant dans un contexte sensible a commencé à ventiler les données par genre, même si cela n'était pas exigé par le bailleur de fonds. Il a également mis en place des journaux de bord pour le personnel, afin de mieux suivre les nuances des interactions quotidiennes avec les activistes locaux pour la paix. Ses sous-bénéficiaires apprécient ce changement et le considèrent désormais comme un partenaire d'apprentissage plutôt qu'un bailleur distant. Ce partenaire plaide aussi en faveur de ces pratiques améliorées auprès des bailleurs et collabore avec d'autres organisations pour favoriser un changement systémique.



Image tirée de la vidéo de Peace Direct sur la décolonisation, 2024

## GROUPE D'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS SUR L'INTEGRATION DU GENRE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

Depuis 2021, PeaceNexus co-anime un groupe d'apprentissage entre pairs composé de personnes référentes sur les questions de genre au sein d'organisations œuvrant pour la consolidation de la paix. Ce groupe se réunit chaque trimestre pour partager leurs expériences sur la manière de faire progresser une approche de consolidation de la paix sensible au genre. Une partie de leurs échanges a été synthétisée dans un rapport qui met en lumière la nécessité d'adapter les structures et processus organisationnels pour mieux soutenir des programmes sensibles au genre.

En octobre 2023, PeaceNexus a accordé une petite subvention à quatre organisations membres afin de renforcer leurs efforts de changement interne. En 2024, chaque organisation bénéficiaire a suivi une feuille de route de changement organisationnel pour répondre à des questions d'apprentissage telles que : comment intégrer notre engagement en faveur de la transformation des relations de genre dans des contextes marqués par des normes restrictives et des lois discriminatoires ; comment accorder une priorité au genre au sein de l'organisation face à d'autres urgences concurrentes ; ou encore comment mieux outiller notre personnel.



Visuel tiré du rapport de CI et CMI, « Intégrer le genre dans l'ADN de la consolidation de la paix »

## PERSPECTIVES POUR 2025

Les donateurs philanthropiques et ceux qui œuvrent pour la paix se mobilisent pour aider leurs partenaires à survivre aux changements sismiques déclenchés par la nouvelle administration américaine et les réductions de financement plus générales. Avec des financements publics plus limités, il sera essentiel que les donateurs philanthropiques fournissent des financements de qualité, qui permettent la résilience organisationnelle plutôt que de l'épuiser avec des subventions projetées inflexibles qui privilégient le contrôle sur l'agence. Notre participation active à l'Association Philanthropy Europe, ainsi que nos collaborations avec d'autres fondations, seront au cœur de nos efforts pour améliorer la qualité du soutien des fondations au secteur. Nous lancerons également un nouvel appel pour aider certaines ONG internationales à se réorganiser et à s'adapter au nouveau paysage du financement.

---

# SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

Nous soutenons les organisations humanitaires, de développement et environnementales afin qu'elles puissent mieux gérer les conflits et contribuer à la cohésion sociale par leur travail. Dans le cadre de leurs processus de changement, nos partenaires internationaux réforment également la manière dont ils financent et accompagnent les acteurs locaux en situation de conflit.

---

## NOS PARTENAIRES EN 2024

### *Partenaires humanitaires et du développement*

- Oxfam International
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

### *Partenaires environnementaux*

- African Wildlife Foundation (AWF)
- Conservation International (CI)
- Global Green Growth Institute (GGGI)
- Global Youth Biodiversity Network (GYBN)
- International Snow Leopard Trust
- World Wide Fund for Nature (WWF)

### *Initiatives collectives*

- Global Conflict Sensitivity Community (CSC) Hub
  - Environment, Climate, Conflict and Peace (ECCP) Community of Practice
- 

**DÉPENSES 2024**      **0.45 mil CHF**

## LE CONTEXTE

En 2024, les effets combinés des conflits armés et du changement climatique ont entraîné des besoins humanitaires sans précédent dans le monde entier, aggravant les vulnérabilités et faisant grimper le nombre de populations touchées à des niveaux record. Nos partenaires humanitaires et environnementaux ont été confrontés à des environnements opérationnels de plus en plus restrictifs, mais ils sont restés fermes dans leur mission d'apporter une aide vitale, de favoriser la résilience et de protéger la nature et les personnes. Dans ce contexte, l'adoption d'approches sensibles aux conflits est devenue encore plus cruciale pour permettre des adaptations stratégiques et opérationnelles. Nos partenaires ont travaillé dur pour trouver de nouvelles façons de s'assurer que leur travail s'appuie sur une solide compréhension de la dynamique du contexte local, d'anticiper et d'atténuer les risques de conflit, et de renforcer leur capacité à contribuer à la cohésion sociale et à la paix, même dans les environnements les plus difficiles.

## WORLD WIDE FUND FOR NATURE (WWF)

Le WWF est l'une des plus grandes organisations de protection de la nature au monde, présente dans plus de 100 pays. Pour atteindre ses objectifs de conservation, le WWF et ses partenaires travaillent dans des contextes riches en biodiversité et également affectés par des conflits : 60 % des lieux où le WWF travaille et huit des dix pays les plus riches en biodiversité dans le monde figurent également dans l'indice des États fragiles. L'organisation a investi de manière significative dans le développement et le déploiement d'un système de protection environnementale et sociale qui inclut des engagements forts en faveur des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones, ainsi que de la sensibilité aux conflits. Ayant débuté sous la forme d'un partenariat d'apprentissage entre les bureaux du WWF en Colombie, en République démocratique du Congo, en Allemagne et au Myanmar, la dynamique s'est accélérée au cours des deux dernières années pour que l'ensemble du réseau s'efforce de renforcer les capacités de conservation sensible aux conflits dans les situations fragiles et affectées par des conflits à l'échelle mondiale.

“ *Le partenariat avec PeaceNexus a été transformateur. En nous appuyant sur une vision commune, l'autonomisation locale et la collaboration entre pairs, nous tirons parti des enseignements pour faire en sorte que le réseau WWF soit en mesure de mener des actions de conservation respectueuses des conflits et favorables à la paix dans les régions les plus fragiles et les plus riches en biodiversité de la planète.*

*Alison Harley, directrice nationale du WWF-Myanmar, coprésidente du groupe de travail du WWF sur les États fragiles et touchés par des conflits*

### Résultats

Chacun des quatre bureaux du WWF a poursuivi son travail sur la conservation sensible aux conflits d'une manière adaptée à son contexte. En RDC, le personnel du WWF a mené une analyse des conflits afin d'éclairer son travail d'engagement communautaire ; en Colombie, les questions de conflit et de paix environnementale ont été intégrées au cœur de son engagement en faveur de la conservation inclusive, servant de pilier principal à la stratégie globale du bureau ; le bureau allemand a approfondi la sensibilité aux conflits dans le suivi et l'évaluation des orientations et de la gestion des connaissances ; et au Myanmar, les équipes se sont concentrées sur la formation à la conservation sensible aux conflits, en l'intégrant à leurs programmes. Un groupe de travail de haut niveau à l'échelle du réseau a élaboré avec succès un cadre opérationnel du WWF pour travailler dans des situations de fragilité et de conflit.



## COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE ENVIRONNEMENT, CLIMAT, CONFLITS ET PAIX (ECCP)

La communauté ECCP a été créée début 2020 par la Geneva Peacebuilding Platform dans le cadre de son programme de gestion communautaire. Au fil des ans, la communauté est passée d'une quarantaine de participants basés à Genève à près de 1 000 participants, issus de 300 organisations à travers le monde. En 2024, la communauté a considérablement intensifié son travail. Elle a fait l'objet d'une transition institutionnelle pour devenir co-hébergée par l'Environmental Peacebuilding Association (EnPAX) et le Centre on Conflict, Development, and Peacebuilding (CCDP) de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Les membres ont apporté leur temps, leur expertise et leur financement à la communauté, reflétant ainsi leur appropriation commune et leur engagement envers sa vision à long terme. Des réunions mensuelles à l'échelle de la communauté ont créé une plateforme de mise en réseau et de renforcement des relations. Des mises à jour régulières ont permis aux membres de diffuser et de recevoir des informations sur les publications, les événements et les ressources récents, tandis que des groupes de travail sur des sujets spécifiques ont contribué à structurer l'action collaborative entre les membres. Parmi les réalisations marquantes, citons l'engagement stratégique de l'ECCP dans la COP 16 sur la biodiversité, qui a permis aux membres de contribuer à l'élaboration du thème novateur « Paix avec la nature ». Parallèlement, la communauté a aidé un large éventail d'organisations à préparer leurs contributions pour la COP29 afin de garantir que les futures politiques et programmes d'action climatique soient sensibles aux conflits.

“ Au cours des cinq dernières années, grâce à l'accompagnement stratégique et financier de la Fondation PeaceNexus, la communauté de pratique ECCP est passée d'un projet pilote basé à Genève à un carrefour mondial d'apprentissage et d'action en plein essor. L'approche de PeaceNexus et son investissement dans une vision à long terme centrée sur les personnes ont permis à la communauté de se concentrer sur les besoins et les intérêts de ses membres, par opposition aux modèles de reporting traditionnels avec des résultats prédéfinis. La fondation apporte structure et soutien tout en offrant flexibilité et réactivité. C'est là que la magie opère !

Annika Erickson-Pearsson, coordinatrice de la communauté ECCP ”



Membres de l'ECCP à Nairobi, accueillis par Polycom, février 2024

## PERSPECTIVES POUR 2025

En 2025, au-delà du renforcement des partenariats individuels, nous intensifierons nos investissements dans des initiatives collectives, en travaillant avec d'autres bailleurs de fonds, tels que la Fondation Somaha, afin d'accroître la contribution à la paix des actions humanitaires, de développement et environnementales. Face aux changements sismiques de la coopération internationale, nous continuerons à ancrer notre travail dans les principes de solidarité et d'action collective, en restant fermes dans notre engagement à renforcer la résilience et l'efficacité des acteurs qui travaillent pour les personnes et la nature dans des contextes de conflit.

---

# ENGAGEMENT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

Nous travaillons avec des entreprises, des gouvernements et des organisations de la société civile pour réduire les conflits liés aux activités opérationnelles. Nous collaborons avec les entreprises afin d'adapter leurs opérations de manière à favoriser la cohésion sociale dans des contextes fragiles, et nous rendons compte de leur contribution à la paix, à la justice et à des institutions solides.

## NOS PARTENAIRES EN 2024

---

### *Entreprises et investisseurs partenaires*

- Novartis
- Triodos
- Investisseurs & Partenaires

### *Initiatives collectives*

- International Alert
- Finance Durable Genève
- Alliance des investisseurs pour les droits de l'homme

### *Résolution des litiges*

- Société financière internationale Conseiller-médiateur pour l'application des directives
  - Dialogue sur le cas de la sortie de Telenor du Myanmar
- 

**DEPENSES 2024**      **0.2 mil CHF**

## LE CONTEXTE

Face aux turbulences géopolitiques et économiques, l'année 2024 a été marquée à la fois par des avancées et des résistances en matière d'initiatives réglementaires et d'investissement visant à promouvoir des pratiques commerciales responsables. Pour la première fois, la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD) a exigé des entreprises qu'elles collectent des données sur leur impact environnemental et sociétal, données qui feront l'objet d'une assurance et d'une normalisation, une réponse aux défis de longue date liés à la transparence en matière de durabilité. À l'inverse, aux États-Unis, la réaction contre les rapports et stratégies d'investissement ESG (Environnement, Social et Gouvernance) a semé l'incertitude, donnant lieu à de nouvelles tendances de « green-hushing » et de « social-hushing », c'est-à-dire une discrétion accrue sur les engagements en matière de durabilité.

Dans ce contexte difficile, les entreprises de plus en plus exposées aux risques géopolitiques et liés aux conflits cherchent à les atténuer par des pratiques sensibles aux conflits. Un segment engagé d'entreprises et d'investisseurs, notamment ceux œuvrant pour la transition écologique, continue d'investir dans l'amélioration des pratiques commerciales durables et des standards associés.

## ALLIANCE DES INVESTISSEURS POUR LES DROITS HUMAINS

Avec la montée des conflits à l'échelle mondiale, une gouvernance responsable est plus essentielle que jamais. Pour accompagner les investisseurs souhaitant mieux comprendre leur exposition dans des contextes affectés par des conflits et à haut risque (CAHRA), PeaceNexus s'est associé à l'Investor Alliance for Human Rights (IAHR) et à Heartland Initiative pour soutenir les investisseurs engagés auprès d'entreprises opérant sur des marchés à haut risque.

Ce projet, qui a réuni plus de 80 propriétaires et gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale, a permis de tester un processus permettant aux investisseurs d'évaluer et de dialoguer avec les entreprises de leur portefeuille sur la manière dont elles identifient, priorisent et gèrent les risques liés à leurs activités et à leurs relations dans la chaîne de valeur. Le projet s'est déroulé en trois phases : après l'élaboration d'un ensemble de principes directeurs pour les investisseurs, les partenaires du projet et les investisseurs ont analysé les risques liés aux conflits dans les entreprises ciblées, puis mené des dialogues collectifs avec chacune d'elles. Ce processus a renforcé la capacité des investisseurs à mener une diligence raisonnable renforcée en matière de droits humains (hHRDD) et à identifier les risques matériels afin d'engager plus efficacement les entreprises sur la nécessité d'une approche systématique des risques liés aux CAHRA.

Le projet aboutira à la transmission de recommandations bilatérales personnalisées aux entreprises concernées, ainsi qu'à la publication d'un rapport public en 2025 présentant les bonnes pratiques et des orientations pour un engagement responsable sur les enjeux liés aux contextes à haut risque.

“ La subvention de PeaceNexus a fourni les capitaux de démarrage qui ont permis à l'IAHR et à Heartland Initiative de travailler de manière proactive avec des investisseurs pour réduire l'exposition de leur portefeuille aux risques CAHRA. Compte tenu des conseils limités sur la manière de gérer les risques liés aux droits de l'homme, nous avons pu engager des dialogues soutenus avec des entreprises des secteurs des technologies et des énergies renouvelables afin d'identifier les bonnes pratiques en matière de politiques, de processus et de gouvernance, ainsi que de renforcer la capacité des investisseurs à s'engager avec d'autres entreprises sur leur exposition aux risques liés aux droits de l'homme.

Rebecca deWinter Schmitt, directrice associée,  
Alliance des investisseurs pour les droits de l'homme ”



Table ronde à Building Bridges 2024

## ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LES MARCHÉS FRAGILES

Les projets d'énergie renouvelable peuvent jouer un rôle transformateur dans les contextes fragiles et affectés par les conflits (FCAC), en développant les compétences locales, en générant des recettes fiscales pour les services de base et en réduisant les risques de conflit en s'attaquant aux griefs socio-économiques sous-jacents. Toutefois, malgré ces opportunités, ces marchés se heurtent à d'importants obstacles à l'investissement. En collaboration avec International Alert, nous avons cherché à mieux comprendre les défis concrets auxquels font face les investisseurs dans les énergies renouvelables en FCAC, en menant une série de consultations sur les capacités, les partenariats et les processus nécessaires pour atteindre à la fois des rendements financiers et des impacts positifs pour la paix.

Notre initiative a réuni des investisseurs et des acteurs politiques issus des secteurs de l'énergie verte et de la consolidation de la paix, afin de partager leurs expériences de terrain et les difficultés rencontrées. Les investisseurs ont souligné que l'investissement dans les États fragiles et affectés par les conflits est complexe, nécessitant une connaissance approfondie des pays et des approches innovantes. Parmi les obstacles évoqués figurent les lacunes en matière d'atténuation des risques, de financement et de capacités locales, le principal défi étant de passer d'initiatives ponctuelles à des modèles reproductibles à plus grande échelle. Comme décrit dans le rapport final, les recommandations insistent sur l'importance de renforcer les outils d'atténuation des risques, de développer les capacités des développeurs locaux et de combler les lacunes en matière de données. La prochaine phase de l'initiative portera sur des actions collaboratives visant à lever ces freins et à promouvoir des modèles d'investissement viables.



Champ de panneaux solaires

## PERSPECTIVES POUR 2025

À l'horizon 2025, nous continuerons à soutenir les investisseurs et les entreprises qui s'engagent à investir dans des contextes fragiles et qui souhaitent renforcer leur atténuation des risques et leur impact social. Nous nous concentrerons sur des secteurs tels que les énergies renouvelables et l'agriculture qui ont un fort potentiel de paix. Que ce soit par le biais de nos partenariats directs, de nos collaborations collectives ou de nos produits de connaissance, nous continuerons à fournir aux parties prenantes les outils nécessaires à la mise en œuvre de pratiques commerciales durables et résilientes. La collaboration restera au cœur de notre approche, car nous nous associons à des investisseurs, des prestataires de services financiers et des fondations pour créer une dynamique et favoriser un changement systémique dans les pratiques d'investissement sensibles aux conflits. Conscients que de nombreuses entreprises doivent renforcer leurs capacités pour répondre aux nouvelles exigences en matière de rapportage, en plus de consolider leurs processus, nous les aiderons à élaborer des stratégies et à communiquer leur impact social.



# NOS PROGRAMMES RÉGIONAUX

Nous croyons que les acteurs les plus proches des conflits et les plus directement touchés sont les mieux placés pour en être les artisans du changement. En 2024, nos équipes régionales ont soutenu 34 partenaires et 9 initiatives collectives présentant un fort potentiel pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et renforcer la cohésion sociale au sein de leurs communautés.



# ASIE CENTRALE

En Asie centrale, nous soutenons les gouvernements, la société civile et les entreprises afin de réduire la polarisation, renforcer la résilience et promouvoir la coopération régionale pour faire face aux divisions sociales et aux défis environnementaux.

## NOS PARTENAIRES EN 2024

- Centre pour l'éducation civique et numérique de la Commission électorale centrale du Kirghizistan, République kirghize
- Ligue de défense des droits des enfants (CRDL), République kirghize
- Kangaroo DeCarbon, Ouzbékistan
- Ministère de la Culture, de l'Information et de la Jeunesse, République kirghize
- Ministère de l'Éducation et des Sciences, République kirghize
- Ministère des Transports, Centre de recherche Ma'no, Ouzbékistan
- Association publique des femmes progressistes « Mutakalim », République kirghize
- Institut de recherche ethnopolitique appliquée, Kazakhstan
- Institut pour la paix et le développement (IPD), République kirghize

### *Initiatives collectives*

- Le « Book club » : plateforme d'apprentissage de la société civile
- Peacebuilding Hub

**2024 DEPENSES 0.48 mil CHF**

## LE CONTEXTE

En 2024, les évolutions géopolitiques, notamment les répercussions de la guerre en Ukraine et les politiques gouvernementales en Afghanistan, ont influencé les dynamiques migratoires et les flux commerciaux à travers l'Asie centrale. Parallèlement, les défis environnementaux croissants, tels que la pénurie d'eau et le changement climatique, ont mis en évidence l'urgence d'une action collaborative. Dans ce contexte, des discussions constructives sur la délimitation des frontières ont permis de renforcer les efforts de coopération régionale. Par ailleurs, les transformations politiques et juridiques ont redessiné le paysage de la société civile en Asie centrale. Le durcissement des réglementations visant la société civile au Kirghizstan a entraîné une diminution de l'engagement citoyen et de l'activisme. Toutefois, le dialogue entre la société civile, les entreprises et les gouvernements sur les questions de cohésion sociale et de défis environnementaux est resté dynamique.

**ASSOCIATION  
PUBLIQUE  
PROGRESSISTE  
DES FEMMES  
« MUTAKALIM »**

Notre partenariat avec l'association publique progressiste des femmes Mutakalim remonte à 2017. Mutakalim a mené à bien trois phases de développement organisationnel sensible aux conflits, qui ont permis de renforcer son rôle de porte-parole des femmes musulmanes et de pont entre les communautés religieuses et laïques au Kirghizistan.

“ Nous avons été vraiment impressionnés par le travail de PeaceNexus. Dès le début, nous nous sommes sentis soutenus à chaque étape, ce qui a grandement facilité le processus et nous a incités à travailler de manière productive. La direction était toujours prête à nous aider, en particulier pour améliorer les aspects de nos efforts visant à promouvoir l'identité civique parmi les chefs religieux musulmans qui étaient sensibles aux conflits, ce qui nous a permis d'avancer avec confiance, de minimiser les risques et d'atteindre nos objectifs dans les délais. Nous apprécions profondément le professionnalisme et le souci du détail dont l'équipe de PeaceNexus a fait preuve à tous les niveaux de notre partenariat.

Zhamal Frontbek kyzy, directrice exécutive du PPAW « Mutakalim » ”

Conscient de son potentiel pour promouvoir le dialogue interconfessionnel et la prévention des conflits, Mutakalim s'est de plus en plus concentré sur l'intégration de la sensibilité aux conflits dans son travail. En 2024, avec notre soutien, Mutakalim a produit un manuel destiné aux chefs religieux pour promouvoir le Kirghiz Jarany - un concept inclusif d'identité civique - auprès des communautés religieuses, en se concentrant principalement sur les communautés musulmanes. Cela a notamment consisté à développer une hutba (prière) du vendredi sur l'importance de l'identité civique, à organiser des formations sur l'identité civique pour les imams à travers le pays et à former 12 chefs religieux musulmans pour poursuivre les formations sur le Kyrgyz Jarany dans toutes les régions.

En 2025, l'initiative s'étendra à d'autres confessions religieuses, telles que les chrétiens orthodoxes et catholiques et les groupes religieux bahá'ís. Cette expansion est une étape cruciale dans la promotion du dialogue interconfessionnel en soutenant les efforts des chefs religieux pour promouvoir une vision inclusive de l'identité civique dans leurs communautés.



Table ronde sur « La promotion des idées de Djoumaï dans les communautés religieuses : expérience et pratique », décembre 2024

## ATELIER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE « BOOK CLUB » SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA COHÉSION RÉGIONALE

Le « Book Club » est une plateforme collective de réflexion et d'apprentissage de la société civile. Il a été initialement convoqué par PeaceNexus en 2019 pour offrir un espace d'analyse et d'apprentissage communs à tous les secteurs et à toute la région. En juin 2024, un atelier de trois jours a réuni un groupe diversifié de blogueurs, d'influenceurs et d'entrepreneurs sociaux pour explorer la consolidation de la paix, le développement durable et la cohésion sociale en Asie centrale. La méthodologie était mixte, comprenant une session artistique où les participants ont exprimé de manière créative leur vision d'une Asie centrale pacifique et unie.

Les discussions ont mis en évidence l'interdépendance de la région, soulignant la nécessité d'une collaboration pour relever les défis communs tels que l'intégration économique, les échanges culturels et la stabilité sociale. Les principaux résultats ont été une meilleure compréhension de la coopération régionale, des rôles de la société civile et de la religion dans la formation de l'identité, et des complexités de l'équilibre entre les priorités nationales et régionales en matière de paix et de développement. Le soutien à la transition en cours vers des efforts de consolidation de la paix menés par la base a été largement exprimé, de même que l'accord sur le fait que la cohésion régionale durable doit être construite de l'intérieur par le biais d'une action locale, d'un dialogue inclusif, de la mise en réseau et de la résolution collaborative des problèmes.



Atelier du club de lecture à Issyk-Kul sur « Le développement durable en Asie centrale et la cohésion sociale », juin 2024



*Le Club de lecture est devenu pour moi non seulement un programme éducatif, mais aussi un véritable espace d'opportunités et une communauté forte. C'était un lieu où des personnes d'Asie centrale partageant les mêmes idées se réunissaient, où nous discutons de sujets importants, partageons nos expériences et trouvons de nouveaux points de croissance.*

*Gulmira Parmysheva, présidente de l'Association des entrepreneurs sociaux du Kazakhstan, participante au Club de lecture du Kazakhstan*



## PERSPECTIVES POUR 2025

Au cours de l'année à venir, nous continuerons à travailler au renforcement des capacités des structures gouvernementales, des associations professionnelles et des organisations de la société civile qui s'efforcent de relever les défis sociaux et environnementaux. Notre soutien visera à renforcer leur capacité à contribuer à la cohésion sociale, à la consolidation de la paix environnementale et à la coopération régionale. Compte tenu de l'espace de plus en plus restreint accordé à la société civile au Kirghizistan, nous devons également adapter la manière dont nous soutenons le dialogue entre la société civile et le gouvernement afin de garantir qu'il reste sûr et constructif. En nous appuyant sur l'engagement actif des organisations environnementales dans les plateformes régionales d'apprentissage collectif, nous intensifierons nos efforts pour soutenir la sensibilité aux conflits au sein des organisations de conservation et environnementales. Nous mettrons également en place un groupe d'apprentissage collectif pour les acteurs environnementaux afin de définir les principaux défis et les pistes d'action commune.



# AFRIQUE DE L'OUEST

En Afrique de l'Ouest, nous travaillons avec des organisations nationales et régionales pour renforcer leur rôle dans la cohésion sociale et le dialogue entre les différentes communautés, le gouvernement et le secteur privé. Nous soutenons également l'action collective pour lutter contre l'escalade de la violence et promouvoir une gouvernance inclusive et le développement.

## NOS PARTENAIRES EN 2024

- Association des communes du Borgou (ADECOP), Bénin
- Université de Parakou, Bénin
- Chambre des mines, Burkina Faso
- Oxfam, Burkina Faso
- Action pour la gestion intégrée des ressources (AGIR), Niger
- Comité de dialogue intra et interreligieux, Niger
- Haute Autorité à la consolidation de la paix, Niger
- Oxfam, Niger
- Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), Sénégal
- Observatoire de suivi des indicateurs de développement économique en Afrique, Sénégal
- Eau Vive Internationale, réseau régional
- Réseau Billital Marobé, réseau régional

### *Initiatives collectives*

- Hub pour la Sensibilité aux Conflits Afrique de l'Ouest et Centrale (53 organisations)
  - Hub pour la Sensibilité aux Conflits Burkina Faso (30 organisations)
  - Hub "Club" pour la Sensibilité aux Conflits Niger (organisations/membres)
- Réseau des Consultants d'Afrique Francophone "Cercle de Gaynaako" (25 membres)

## DÉPENSES 2024

**0.52 mil CHF**

## LE CONTEXTE

En 2024, la région a été confrontée à une fragmentation et à une insécurité sans précédent. Les tensions entre l'Alliance des États du Sahel (AES) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont perturbé le commerce régional, la mobilité et la stabilité des frontières, qui existaient depuis longtemps. L'approche principalement axée sur la sécurité pour freiner l'expansion djihadiste s'est avérée inefficace pour mettre un terme à la propagation de la violence, tandis que les restrictions gouvernementales ont rendu le suivi des décès de plus en plus difficile.

Cependant, des attaques transfrontalières sporadiques ont également incité à une plus grande collaboration et à une évolution vers des stratégies préventives, notamment des efforts visant à renforcer la cohésion sociale par le biais de pratiques culturelles et traditionnelles. Entre-temps, les crises combinées de sécurité et alimentaire, ainsi que les conditions météorologiques extrêmes de la fin de l'année 2024, ont entraîné une augmentation des besoins humanitaires dans tout le Sahel.

### Partenariat en lumière

## LUTTER CONTRE LES DISCOURS DE HAINE PAR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Le Comité pour le dialogue interreligieux (CDIR) est une organisation nigérienne intra et interconfessionnelle. Soutenu par PeaceNexus depuis 2022, le CDIR a mobilisé les chefs religieux pour promouvoir la cohésion sociale dans un contexte de tensions croissantes avec les pays voisins. Notre soutien a renforcé leur réseau et amélioré le rôle de coordination du secrétariat national. Nous avons également contribué à la création de comités locaux intégrés au sein des communautés à l'échelle nationale. Cette solide structure a permis au CDIR de faire face à l'escalade des tensions entre le Niger et le Bénin à la suite du coup d'État de 2023. En collaboration avec les chefs religieux du Bénin, le CDIR a mené des consultations avec les autorités pour apaiser les tensions et renouer le dialogue, dans le but de rouvrir progressivement les frontières.



*Nous avons entamé le partenariat avec PeaceNexus au moment idéal – son soutien a été inestimable et a renforcé la colonne vertébrale du CDIR. L'approche sensible aux conflits est devenue un véritable bréviaire pour le dialogue interreligieux et intrareligieux au Niger, ainsi que dans nos relations avec les autres.*

*Cheikh Barham Aboubacar Kiota Coordinateur national  
Comité de dialogue intra et inter religieux du Niger (CDIR-Niger)*



En réponse à la polarisation croissante et aux discours de haine sur les réseaux sociaux, le CDIR a commencé à surveiller et à contrer les discours radicaux. À Agadez, le CDIR a mobilisé les autorités locales et nationales pour réagir face à un prédicateur musulman tenant des propos haineux à l'encontre d'un représentant de l'État d'une autre confession. Cette mobilisation a conduit à la radiation et à la poursuite judiciaire du prédicateur, marquant ainsi la première fois que le gouvernement impose des sanctions pour discours de haine.



Cheikh Kiota en compagnie de l'évêque des évangélistes : Kimso Boureima ; Mgr Laurent Lompo, archevêque de Niamey ; Père Mauro Armanino.

## LE COLLECTIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LES ÉLECTIONS (COSCE)

Le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) a joué un rôle essentiel dans le déroulement pacifique des élections au Sénégal en 2024, marquant la troisième transition démocratique du pays. En reconnaissance de son travail pour la paix et la justice, le COSCE a été nommé pour le prix Nobel de la paix 2025 - une première historique pour le Sénégal. Cette nomination a reconnu le rôle du COSCE dans la surveillance des élections au cours des 25 dernières années et, en particulier, son action collective puissante pour défendre la constitution en 2024.

Le 28 janvier 2025, lors de la célébration de son 25e anniversaire de la transparence électorale, de la participation citoyenne et de la cohésion sociale, la COSCE a remercié PeaceNexus pour son soutien continu. Au cours des huit dernières années, PeaceNexus a soutenu quatre membres de la COSCE, dont les ONG 3D, RADDUH, CNCR et OSIDEA. Bien que notre soutien ait été axé sur leur renforcement individuel, chaque organisation a choisi d'investir et de collaborer par l'intermédiaire de la COSCE, en tant que priorité stratégique pour la cohésion sociale et la stabilité du Sénégal.

“ Nos plus chaleureux remerciements à PeaceNexus pour son soutien intelligent et constant, qui a contribué à positionner nos organisations respectives et le COSCE comme le flambeau et la sentinelle de la démocratie au Sénégal et une référence pour les autres organisations de la société civile du continent.

Moundiyaye Cissé Secrétaire exécutif de l'ONG 3D, coordinateur du COSCE ”



## PERSPECTIVES POUR 2025

Nous continuerons à soutenir nos partenaires afin qu'ils consolident leur rôle dans l'atténuation des griefs qui alimentent la violence et dans la gestion inclusive des ressources naturelles. Dans tous les cas, nos partenaires sont bien placés pour instaurer la confiance entre les communautés et faciliter la collaboration entre les autorités locales, la société civile et les autres parties prenantes.

Pour compléter ces efforts individuels de renforcement des partenaires, nous continuerons à promouvoir des initiatives collectives visant à favoriser l'apprentissage entre les partenaires et à impliquer un plus large éventail de parties prenantes. En 2025, nous organiserons un événement régional au Bénin, qui réunira des partenaires, des fondations et des acteurs des secteurs de l'humanitaire, du développement, de la consolidation de la paix et de l'environnement afin de faciliter l'apprentissage et la collaboration interrégionaux. À plus long terme, l'achèvement de deux partenariats à long terme nous permettra de sélectionner de nouveaux partenaires. Un appel à candidatures ouvert en 2025 permettra aux acteurs environnementaux d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale de solliciter notre soutien pour la première fois.



# ASIE DU SUD-EST

En Asie du Sud-Est, nous nous concentrons sur le Myanmar, où nous travaillons en partenariat avec des organisations de la société civile et des acteurs pro-démocratiques pour développer la gouvernance démocratique fédérale et les efforts de justice transitionnelle.

## NOS PARTENAIRES EN 2024

En 2024, nous avons établi un partenariat avec un partenaire international et cinq organisations de la société civile et entités politiques locales. Nos partenaires locaux jouent un rôle important en faveur de la démocratie, notamment par leur implication directe dans la mise en place de nouvelles structures de gouvernance locale ou dans l'organisation de dialogues politiques. Nous avons également soutenu quatre initiatives collectives locales et un événement visant à informer et influencer les acteurs internationaux. En raison des risques sécuritaires, nous ne citons pas publiquement certains de nos partenaires locaux au Myanmar.

**DÉPENSES 2024**    **0.38 mil CHF**

## LE CONTEXTE

Le conflit au Myanmar s'est intensifié en 2024, avec des avancées territoriales majeures de la part des organisations de résistance ethnique (ERO), qui ont étendu leur contrôle sur des villes stratégiques et des postes frontaliers. Dans ces zones, les structures de gouvernance locale renforcent progressivement leurs fonctions et leur crédibilité, tandis que les acteurs politiques locaux poursuivent leurs efforts de coordination pour construire un fédéralisme à partir du terrain.

Le Conseil d'administration de l'État (SAC), contrôlé par l'armée, a annoncé son intention d'organiser des élections en 2025. Toutefois, la crédibilité de ces élections est largement remise en question, compte tenu des pertes territoriales importantes subies par l'armée et du manque de reconnaissance internationale du SAC en tant qu'autorité légitime. La loi sur la conscription obligatoire, promulguée par le SAC pour compenser la baisse critique des effectifs militaires, a eu l'effet inverse : elle a suscité une nouvelle vague de résistance et de chaos, poussant des milliers de jeunes à tenter de fuir le pays et aggravant les besoins humanitaires.

## SALWEEN INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY

Le Salween Institute for Public Policy (SI) est un groupe de réflexion qui fournit un appui technique, des formations et des notes d'orientation politique aux groupes armés ethniques, partis politiques et organisations de la société civile. Il bénéficie de la confiance de ses partenaires et joue un rôle important au sein du mouvement pro-démocratie.

Nous avons commencé notre accompagnement en 2023, avec des objectifs co-construits visant à renforcer les opérations de SI en cohérence avec ses valeurs participatives. Jusqu'à présent, nous avons facilité un processus permettant à l'équipe de revoir et d'ajuster la stratégie de SI, ses procédures opérationnelles, ses besoins et pratiques en matière de ressources humaines et de finances, ainsi que d'améliorer la communication interne.

Fin 2024, les membres de l'équipe ont rapporté une amélioration notable et une plus grande systématisation de leurs systèmes internes de gestion des ressources humaines et financières, la mise en place de réunions hebdomadaires et un renforcement de leurs compétences en animation de réunions efficaces. L'équipe a également constaté une meilleure communication, une plus grande cohésion et un alignement renforcé entre ses membres, surmontant progressivement les effets résiduels du Covid et du Coup d'État.



*C'est le meilleur processus de développement organisationnel pour notre organisation. Le SI est impliqué à chaque étape des processus de développement organisationnel et nous permet de développer nos propres valeurs, politiques et stratégies pour mieux soutenir nos propres communautés.*

*Ying Lao, directrice exécutive du Salween Institute for Public Policy*



Réunion de l'équipe Asie du Sud-Est avec les parties prenantes de la région

## LES ÉTATS MEMBRES DE L'ONU APPELLENT À UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES AU MYANMAR

En 2024, nous avons poursuivi notre collaboration avec le Myanmar Human Rights Project du Schell Center for International Human Rights à la Yale Law School, dirigé par le Senior Fellow du centre, Tom Andrews, qui occupe également la fonction de Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits humains au Myanmar. Cette année, le Rapporteur spécial a publié un rapport portant sur les impacts genrés du coup d'État ainsi que sur le rôle des femmes et des groupes LGBTQI+ dans la documentation des violations des droits humains et la défense des droits de leurs communautés.

En amont de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 2024, le Global Justice Center et le Rapporteur spécial ont co-organisé un événement pour offrir une tribune aux défenseuses des droits humains. Elles ont pu y partager leurs perspectives sur l'urgence de la crise humanitaire et des droits humains au Myanmar, ainsi que leurs attentes envers la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la responsabilité pour les violences sexuelles et fondées sur le genre, et les risques accrus auxquels sont confrontées les femmes et filles Rohingya. À la suite de ce rapport sur le genre et des efforts de plaidoyer collectif des organisations de femmes, environ la moitié des États membres de l'ONU ont exprimé, dans leurs déclarations à l'Assemblée générale, leurs préoccupations quant aux violences contre les défenseuses des droits humains, à l'importance de renforcer la participation politique des femmes, et à la nécessité de financer directement les groupes actifs sur le terrain.



Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Tom Andrews

## PERSPECTIVES POUR 2025

Notre premier objectif est d'aider les groupes pro-démocratie à s'aligner par le biais d'un dialogue inclusif sur la justice transitionnelle et le fédéralisme. Nous continuerons à le faire en apportant un soutien au développement organisationnel de la société civile et des acteurs politiques qui jouent un rôle important dans la convocation ou l'information de ces discussions. Nous soutiendrons également les initiatives de dialogue en permettant des rencontres physiques entre différents acteurs politiques, y compris les voix marginalisées, afin de favoriser la confiance et de travailler à l'alignement. Notre deuxième objectif est d'inciter les acteurs internationaux à soutenir les processus locaux en tenant compte des conflits. Nous aidons nos partenaires à partager leur analyse de l'évolution du contexte et à conseiller les acteurs internationaux sur l'aide significative et sensible aux conflits aux structures de gouvernance locales émergentes.



# BALKANS OCCIDENTAUX

Dans les Balkans occidentaux, nous œuvrons en faveur de la réconciliation en contribuant à la qualité et à l'intensité de la collaboration entre les différentes ethnies au sein des États et entre eux, ainsi qu'à la prise de mesures par les sociétés pour faire face au passé de manière réactive et inclusive.

## NOS PARTENAIRES EN 2024

- Réseau de journalisme d'investigation des Balkans (BIRN)
- Réseau de développement de la société civile des Balkans (BCSDN)
- TRIAL International - Programme Bosnie-Herzégovine
- Musée de l'enfance en temps de guerre, Bosnie-Herzégovine
- Centre de recherche post-conflit (PCRC), Bosnie-Herzégovine
- Centre Suncroket pour le développement communautaire, Croatie
- Initiative des jeunes pour les droits de l'homme - Croatie (YIHR), Croatie
- Aktiv, Kosovo
- Community Building Mitrovica (CBM), Kosovo
- Centre de réhabilitation des victimes de torture du Kosovo (KRCT), Kosovo
- Institut de Pristina pour les études politiques (PIPS), Kosovo
- Heartefact, Serbie

*Initiative collective :*

- Événement d'apprentissage entre pairs des partenaires

**2024 DEPENSES 0.47 mil CHF**

## LE CONTEXTE

En 2024, les tensions persistent entre la Serbie et le Kosovo. Au Kosovo, la distance ethnique et la polarisation politique se sont accrues, en particulier dans le nord du pays. En Serbie, les attaques visant à restreindre l'espace civique et à réduire au silence les voix progressistes se sont poursuivies. L'effondrement du toit d'une gare à Novi Sad, qui a fait 15 morts, a déclenché des manifestations de masse contre le gouvernement et la corruption. Dans toute la région, les risques d'escalade du conflit se sont accrus après les élections américaines et les relations interethniques sont désormais particulièrement fragiles.

## INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PRISTINA (PIPS)

L'Institut d'études politiques de Pristina (PIPS) est une organisation non gouvernementale indépendante créée en 2003, sous les auspices et avec le soutien du Conseil de l'Europe. Sa mission consiste à promouvoir les valeurs démocratiques, à favoriser le dialogue politique et à élaborer des politiques publiques. Par le biais de son école d'études politiques, le programme phare du PIPS, l'organisation se concentre sur une éducation politique de qualité et le renforcement des capacités de leadership de jeunes professionnels d'horizons divers. Au-delà de l'École, le PIPS s'engage également dans différentes activités de dialogue politique et de recherche dans le domaine plus large de la démocratisation et de l'intégration européenne.

PeaceNexus a aidé le PIPS à développer une nouvelle stratégie organisationnelle qui définit ses ambitions croissantes en matière de contribution à la cohésion sociale et au dialogue politique entre les partis. Le PIPS adaptera notamment son programme d'études à l'évolution du contexte politique et social. Il développera également son engagement auprès de son réseau d'anciens élèves, en tant que moyen de collaboration au-delà des clivages ethniques et politiques.

“

*L'expérience du PIPS avec PeaceNexus a été un voyage rafraîchissant, instructif et intense - nous mettant au défi de toutes les bonnes manières. Leur soutien nous a vraiment été utile, offrant une expérience de partenariat où ils sont toujours présents quand nous en avons besoin. Travailler avec eux nous met sur la bonne voie pour améliorer notre capacité organisationnelle d'une manière que nous apprécions profondément.*

*Leonora Kryeziu, directrice exécutive,  
Institut d'études politiques de Pristina (PIPS)*

”



Institut d'études politiques, 2024

## AMÉLIORER L'ACCÈS AU SOUTIEN D'URGENCE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Compte tenu de la réduction de l'espace civique dans la région, le travail et le bien-être des acteurs progressistes restent d'une importance cruciale. La situation devient rapidement plus difficile en raison de l'augmentation des risques de sécurité, des menaces juridiques et d'un contexte de financement difficile. Afin d'éclairer notre réponse et d'adapter la manière dont nous soutenons nos partenaires, nous avons commandé en 2024 une étude pour répondre aux questions suivantes : quelles sont les sources de soutien d'urgence disponibles ? Comment les autres bailleurs de fonds abordent-ils ces questions ? Comment notre réponse doit-elle être coordonnée avec les autres ?

Le rapport qui en résulte répertorie les types de soutien d'urgence les plus courants, notamment le soutien financier (subventions), juridique, en matière de santé mentale, numérique et de sécurité (y compris la cybersécurité). Il fournit également des informations sur les approches des donateurs et des bailleurs de fonds privés en matière de soutien d'urgence, en résumant les principales conclusions et en identifiant les tendances et les lacunes, et formule des recommandations concrètes à l'intention des donateurs et des bailleurs de fonds privés afin d'améliorer l'accès au soutien d'urgence. En 2024, les bailleurs de fonds se sont réunis pour discuter du rapport et ont convenu de plans pour donner suite à nombre de ses recommandations.



## PERSPECTIVES POUR 2025

La société civile n'a jamais été aussi importante pour le progrès de la cohésion sociale au sein des pays et dans la région, mais elle est aujourd'hui menacée en raison de l'évolution du paysage politique et du financement. Nous prévoyons d'adapter et d'intensifier notre soutien à nos partenaires, notamment en explorant l'action collective avec d'autres bailleurs de fonds. Plus précisément, nous nous appuyerons sur nos recherches sur les sources d'aide d'urgence en maintenant les informations à jour et en explorant la création d'un fonds régional commun pour le soutien d'urgence à la société civile. Nous lancerons également un appel ouvert et sélectionnerons de nouveaux partenaires à la fin de l'année 2025 et prévoyons d'étendre notre soutien aux organisations environnementales qui encouragent l'action collaborative au-delà des clivages sociaux.



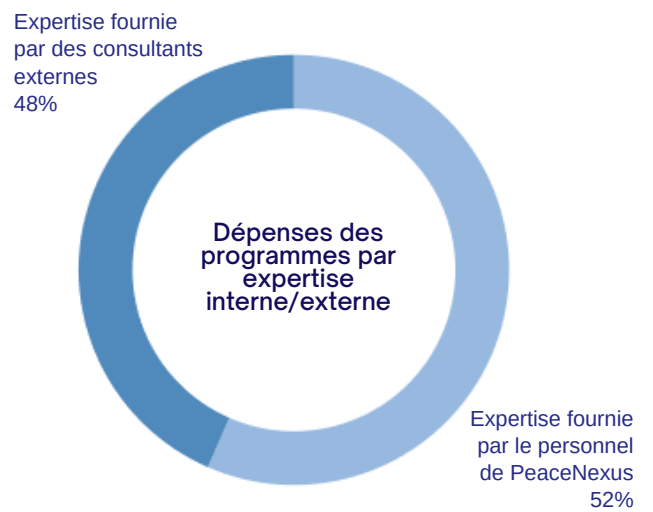
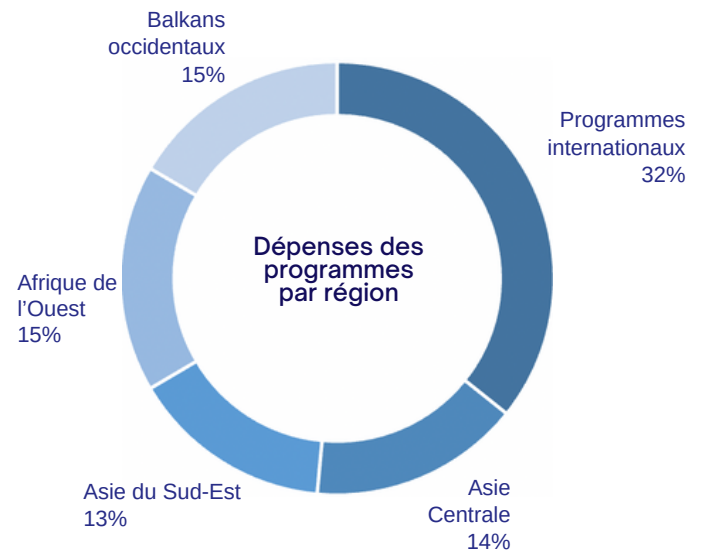
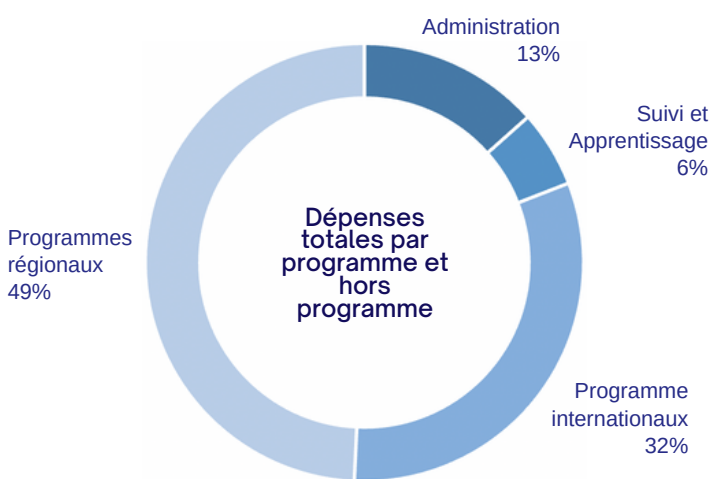
# DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS LIÉS À NOTRE MISSION

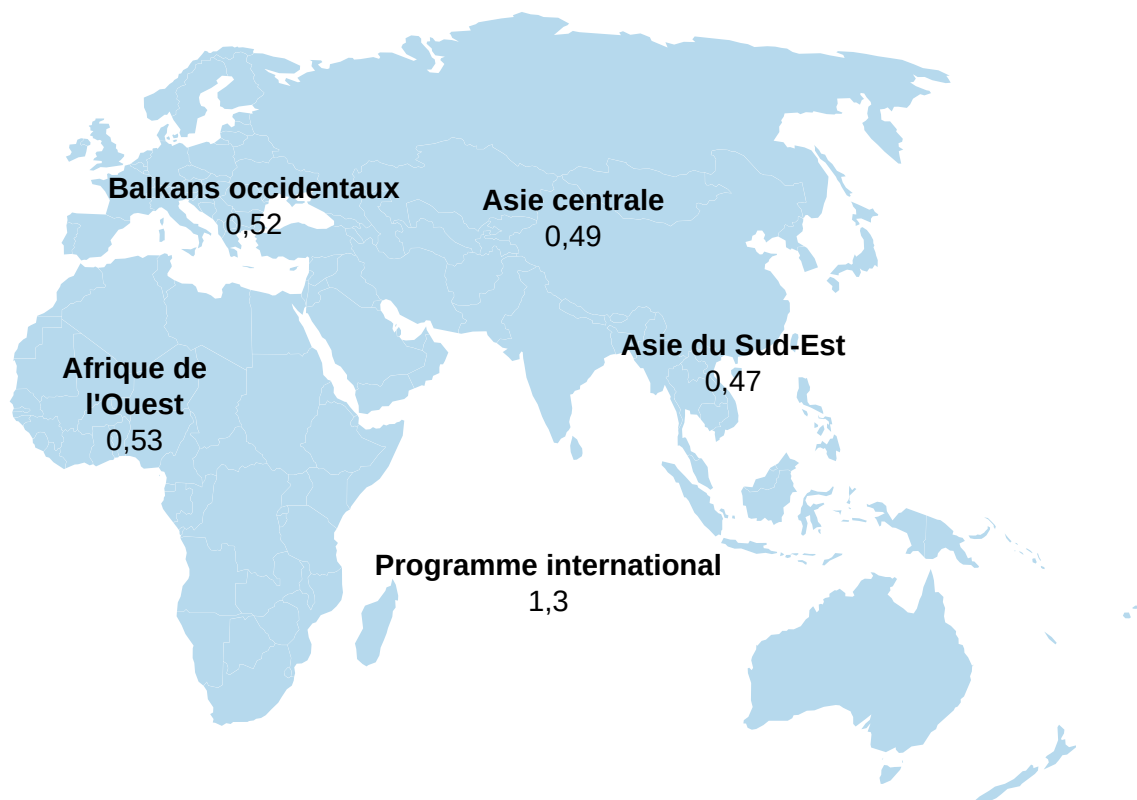
# DÉPENSES TOTALES: 2024 EN REVUE



## Dépenses totales 4.1 mil CHF

\* Le chiffre ne tient pas compte de la réévaluation bancaire





Dépenses par région en millions de CHF

## INVESTISSEMENTS LIÉS À NOTRE MISSION

Nos investissements reflètent notre engagement en faveur d'un investissement éthique et responsable. Nous surveillons de près l'ensemble de nos placements et tenons nos gestionnaires d'actifs responsables de la mise en œuvre de nos directives d'investissement ainsi que du maintien de pratiques rigoureuses en matière de gouvernance. Nous sommes convaincus que l'investissement responsable peut générer un impact tout en produisant des rendements durables, y compris dans des contextes fragiles et affectés par des conflits.

En 2024, nous avons adopté une nouvelle politique sur les investissements à impact alignés sur notre mission, augmentant leur proportion à 15 % du total des actifs. Pour qu'un investissement soit considéré comme aligné sur notre mission, il doit répondre à au moins deux des quatre critères suivants :

- Opérer dans une ou plusieurs de nos régions prioritaires : Balkans occidentaux, Afrique de l'Ouest, Asie centrale ou Asie du Sud-Est ;
- Contribuer à la paix et à la cohésion sociale, avec un impact reflété dans les rapports de l'entreprise ;
- Être dans un secteur prioritaire défini dans notre stratégie 2024-2026, comme les énergies renouvelables, l'eau, l'agro-industrie, les industries extractives ;
- L'entreprise ou le fonds bénéficiaire est disposé à améliorer sa sensibilité aux conflits et à collaborer avec nous à cet égard.

Nos investissements à impact sont sélectionnés par le Conseil de fondation de PeaceNexus, structurés sous forme de fonds propres ou de prêts, et ne doivent pas dépasser une durée de quatre ans.

Les propositions d'investissements conformes aux critères ci-dessus peuvent être soumises à l'équipe Business Engagement à l'adresse [info@peacenexus.org](mailto:info@peacenexus.org).

PeaceNexus Foundation  
Route de Lausanne 107  
1197 Prangins, Switzerland

---

+41 22 365 1500  
info@peacenexus.org  
www.peacenexus.org

---

